

OUI A L'ESPERANCE POPULAIRE !



L'AGENDA

Mardi 25 juin

Assemblée générale de
notre section

30 juin et 7 juillet

Donnez-vous les moyens
de voter



« Personne ne naît en haïssant une autre personne à cause de la couleur de sa peau, ou de son passé, ou de sa religion. Les gens doivent apprendre à haïr, et s'ils peuvent apprendre à haïr, on peut leur enseigner aussi à aimer, car l'amour naît plus naturellement dans le cœur de l'homme que son contraire »

Nelson Mandela

A l'heure où sont écrites ces lignes, impossible de ne pas évoquer les bouleversements en cours dans notre pays suite aux élections Européennes du 9 juin.

En tant que syndicalistes soucieux du progrès social et humain, du bien être de nos concitoyens, nous sommes indignés par la percée de l'extrême droite qui atteint un score historique dans le pays.

Nous sommes en colère contre la dissolution précipitée et dangereuse de l'assemblée nationale par notre "monarque président" alors que c'est lui seul qui porte l'entière responsabilité de la situation.

Sa soumission continue à des lois sociales et économiques portées en des termes quasi religieux, dont rien ne démontre la pertinence, bien au contraire. Aucune réflexion nouvelle dans l'avenir annoncé, les mêmes dogmes ultralibéraux imposés même s'ils sont improductifs au regard des objectifs affichés.

De vieilles recettes qui se traduisent par des coupes claires dans les dépenses sociales, des efforts demandés aux plus démunis, de nouveaux tours de vis autoritaires faits aux chômeurs, aux collectivités locales et aux services publics, des sacrifices sans cesse renouvelés pour les retraités supposés improductifs qui ne seraient qu'un coût à réduire.

Autant d'ingrédients qui sèment la colère et expliquent le score inédit de l'extrême droite. Même si beaucoup de nos compatriotes y voient une possible solution à leur maux, l'expérience partout dans le monde, passé ou présent, nous prouve que ce remède supposé s'avère très rapidement pire que le mal.

**Pour la CGT il n'est pas question de laisser faire.
Ni recul social, ni banalisation du racisme et de la xénophobie la CGT prend toutes ses responsabilités pour empêcher que les travailleurs ne soient enfermés dans une fausse alternative entre extrême droite et néolibéralisme au plus grand profit des forces de l'argent.**

Pour battre l'extrême droite, pour empêcher la catastrophe organisée, pour ensemble créer espoir et perspective en rupture avec la politique de Macron, la CGT s'inscrit pleinement dans le projet de FRONT POPULAIRE.

Elle le fait à partir de ses propositions revendicatives et de celles de ses partenaires syndicaux engagés eux aussi dans la bataille. Nous le faisons ensemble à partir de propositions fortes telles que l'augmentation des salaires et des pensions, regagner la retraite à 60 ans, stopper immédiatement la réforme de l'assurance chômage, etc.

Pour porter la nécessité d'alternatives de progrès pour le monde du travail nous vous appelons à participer le plus largement possible à toutes les initiatives et mobilisations unitaires qui auront lieu ces prochains jours et à prendre vos dispositions pour pouvoir voter le 30 juin et le 7 juillet.

Jacques Passerat

Le mot du secrétaire



Nous nous retrouverons donc le 25 juin à la Croix Du Sud pour un moment festif, de rencontre et de débats. Nous n'avons pas eu la possibilité de trouver un autre lieu.

Notre dernière CEL propose que les débats portent essentiellement sur l'action syndicale et notre activité spécifique USRAF.

Il s'avère nécessaire de développer les contacts entre nous et nos syndiqués, privilégier les contacts téléphoniques, les visites personnelles ; l'utilisation des mails ou courriers ne favorisant pas l'aspect humain de la rencontre. Nous devons tous nous sentir concernés par cette démarche.

Nos revendications et actions sur le pouvoir d'achat et contre la réforme de l'assurance chômage sont noyées et phagocytées par la situation internationale et ignorées et déformées par les médias propriétés des milliardaires. Pour eux, les grévistes ne défendent pas des revendications mais font du chantage voire de la prise d'otage, le service public de l'audiovisuel développe hélas la même tendance.

L'action revendicative et de résistance est criminalisée et plus de mille militant(e)s de la CGT sont envoyés devant les tribunaux pour des prétextes souvent fallacieux.

Le système répressif est en place, l'attaque contre notre système social se généralise et la promesse de l'extrême droite (et d'une partie de la droite) de supprimer les cotisations sociales afin de « gagner du pouvoir d'achat » est alarmante et nécessite de notre part une explication et une campagne sur l'utilité de ce salaire différé et sur la nécessité d'augmenter les salaires et pensions, L'ubérisation de l'économie et la recherche du moindre coût pour avoir les prix les plus bas (low cost) entraîne aussi les salaires à la baisse et une dégradation des conditions de travail.



Face à ce constat, que pouvons-nous faire pour être plus efficaces ?

La réflexion doit être collective et le Comité Général de notre USRAF au mois d'octobre qui sera aussi l'occasion de fêter les 40 ans de notre syndicat y contribuera.

La situation générale est préoccupante et nous devons empêcher que le découragement et l'exaspération poussent les citoyens vers les solutions dévastatrices et trompeuses des sirènes de l'extrême droite.

Des moyens de résistance existent, tel "le Groupe des 9" qui fête ses 10 ans et reste le "fer de lance" unitaire des revendications des retraités ces dernières années.



Ces lignes ayant été écrites avant le résultat des élections européennes et la dissolution de l'assemblée nationale, il va de soi que nous nous inscrivons dans le combat qui s'annonce et cela nous conforte dans la mise en avant de nos revendications dans le cadre du NOUVEAU FRONT POPULAIRE qui rassemble de nombreux partis politiques, associations progressistes et organisations syndicales.

La CGT et notre section prendront toute leur part à cette tâche.

Nous débattons de tout cela le 25 juin,
autour bien sûr du verre de l'amitié.

Gérard GILBERT

Cotisations sociales : Ni une charge, ni un impôt !



Christian Bourdet

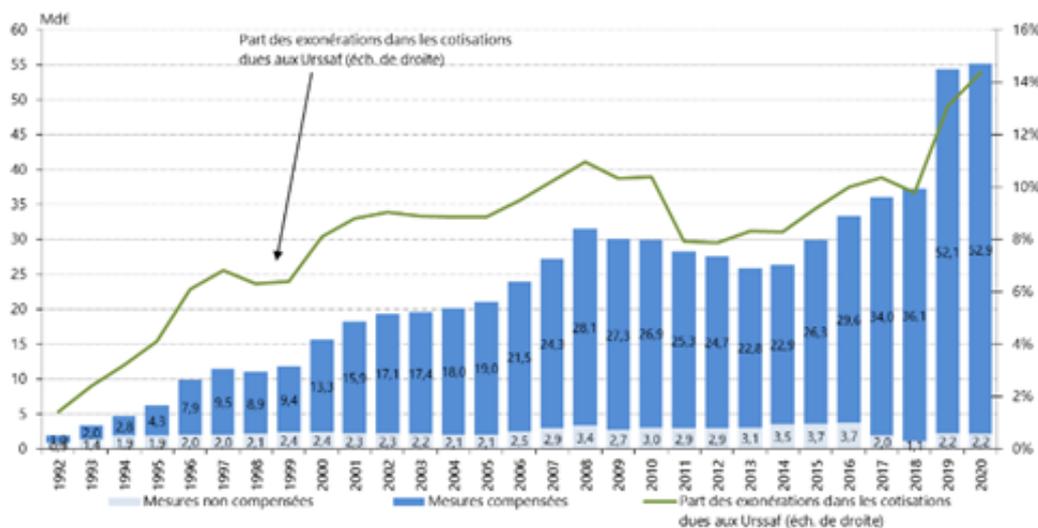
Parmi les aides publiques dont bénéficient les entreprises, les exonérations de cotisations sociales représentent 73,6 milliards d'euros en 2022, de 80 milliards d'euros en 2023 et sera de 88 milliards d'euros en 2024.

A cela s'ajoute :

- le transfert du financement de la sécurité sociale des cotisations vers l'impôt et la fiscalisation (CSG, RDS)
- les primes, les autres compléments et travail dissimulé qui ne rentrent pas dans l'assiette de cotisations.

Ce qui permet d'échapper doublement au financement pérenne de la Sécurité sociale et affaiblit les garanties sociales et plus globalement, le système solidaire de protection sociale.

Rapport des exonérations aux cotisations de sécurité sociale dues aux URSSAF par les employeurs :



La CSG, est un impôt injuste financé principalement par les salariés et les retraités.

Depuis sa création, les hausses successives de la CSG ont souvent été compensées par des baisses de cotisations sociales, en particulier, de cotisation « patronales ».

La cotisation sociale doit rester un pilier de la Sécurité sociale.

Les cotisations sociales, qu'elles soient patronales ou salariales, sont donc un prélèvement issu des richesses que nous créons dans nos entreprises et administrations et doivent rester le principe de financement de la Sécurité Sociale.

C'est ce qu'on appelle le salaire socialisé.

C'est dans ce contexte que le gouvernement annonce un PLFSS (projet de loi de financement de la Sécurité sociale) 2024 d'austérité, avec une réduction supplémentaire de la dépense sociale et l'amplification d'une refonte institutionnelle de l'offre sociale de santé, de retraite et de famille, après celle du chômage.

La CGT revendique d'autres choix de financement de la Sécu en augmentant les salaires et l'égalité salariale femmes/hommes, mettre à contribution les revenus financiers, pour améliorer les réponses aux besoins !



Air France, une stratégie inquiétante

Imposées par la privatisation et ses actionnaires qui demandent 8% de marge, la stratégie industrielle et politique de la compagnie Air France, inclut deux orientations, étroitement liées l'une de l'autre, qui ne sont pas rassurantes pour son avenir et pas sans risque.



- la réduction de voilure de son programme qui consiste à abandonner le court courrier en faveur de Transavia, et surtout des low cost, pour se consacrer aux lignes long courrier rentables.
- les suppressions de personnels expérimentés résultant des plans de départ plus ou moins volontaires.

Sans préjuger de la valeur des personnels restants, avec cette perte de compétence, la compagnie sera-t-elle encore capable d'assurer pleinement la ligne et ses responsabilités envers les passagers pour leur sécurité et pour les prestations commerciales qu'ils attendent de la part d'Air France avant, pendant, et après le vol ?

La question se pose.

N'est-ce pas un signe inquiétant de voir la compagnie, suite à l'évolution de sa flotte, être obligée de faire effectuer certains vols par la compagnie « Amélia International. » ?

AIR FRANCE
PENSE A RÉDUIRE LA VOILURE...



Le transport aérien n'est pas une activité commerciale comme les autres, la sécurité passe avant toutes notions de rentabilité, ainsi que le confort des passagers qui pèse lourd dans leurs choix du transporteur.

Nous les retraités, nous tenons à notre compagnie, nous ne souhaitons pas voir une dégradation qui mettrait en péril ses passagers, son personnel et son image . Nous ne souhaitons pas que l'enseigne « air France » ne soit plus que des mots sur les carlingues sans rapport avec ce qu'elle représentait auparavant.

Alain Postel



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE NOTRE SECTION

Mardi 25 juin

Salle Victor Hugo du restaurant du CE Croix du Sud à Blagnac
Nous retrouver nombreux pour un moment sympathique et convivial,
faire un tour d'horizon de l'actualité sociale et revendicative
et du fonctionnement de notre section.

Nous vous proposons l'accueil entre 9h00 et 10h00 pour que chacun adapte son arrivée
en fonction des difficultés de parcours, mais aussi puisse prendre le temps de l'échange,
du café et des viennoiseries.

Discussion de 10h00 à 12h15,
puis apéritif et repas au restaurant du personnel.

Pour cojiter

Ce qui est pratique avec l'immigré, c'est qu'il représente le bouc émissaire idéal. Précaire, empêtré dans des problèmes économiques, sociaux, linguistiques, il ne peut pas se défendre, encore moins se révolter.

C'est toujours facile de taper sur le plus faible.

Nous vivons dans un système de plus en plus gourmand en perversion.

Le souci, ce n'est jamais parce qu'on coupe les budgets dans l'éducation ou la santé. Parce que, des enfants se retrouvent à 40 par classe.

Parce que, quand vous êtes âgé et que vous devez vous soigner, il n'y a pas de médecin dans le village.

Plutôt que de mettre le doigt sur les vrais problèmes, il est plus simple de faire diversion.

L'immigré on peut tout lui mettre sur le dos : la violence, la misère.

Le capitalisme nous veut complètement aveuglés, écrasés par le travail, la consommation.

Au niveau microscopique de notre vie, il faut se demander comment changer le macroscopique et dans quelle mesure nous pouvons aider l'autre.



IMANY Chanteuse auteure-compositrice française

Remue-mémoire



À partir de 1931, la France est touchée par la Grande dépression, la production industrielle chute de moitié, tandis que les faillites se multiplient et que le chômage grimpe.

Dans ce contexte d'incertitude sociale, les ligues d'extrême droite accusent le régime parlementaire et le 6 février 1934, elles manifestent devant la Chambre des députés. Le rassemblement tourne à l'émeute faisant une quinzaine de morts et près de 1 500 blessés. Il est perçu à gauche comme un coup de force fasciste et comme les suites de ce qu'il s'est joué en Allemagne avec l'arrivée d'Adolf Hitler au pouvoir en 1933 ou en Italie avec Mussolini.

La gauche jusque-là divisée décide alors de s'unir, cela a été le symbole d'un immense espoir.

Le 14 juillet 1935, ces trois formations se rassemblent ensemble pour la première fois lors d'une manifestation regroupant 500 000 personnes à Paris.

Le Front populaire est né et se structure autour du slogan "Pain, Paix, Liberté". Il remporte une nette victoire aux élections législatives de 1936, envoyant 386 députés sur 608 sièges à la Chambre des députés, dont 147 pour la SFIO.

Le socialiste Léon Blum forme un gouvernement de coalition. En moins de deux mois sont votés la semaine de quarante heures, les congés payés et les conventions collectives.

Ce train de réformes marque durablement la société française et le modèle républicain,

Contacts

GILABERT Gérard 06 74 07 24 84

BOURDEL Guy 06 07 94 54 65

CHAZOTTES J.-C. 06 47 34 67 08

POSTEL Alain 06 74 98 16 67

MARTINEZ Francis 06 14 84 76 75

ECHAUZIER Philippe 06 33 15 92 73

BERTRAND Roger 06 26 49 14 73

MELCHER Thierry 06 82 40 37 97

PASSERAT Jacques 06 06 47 33 30